

## Les réseaux de crédit en Languedoc au XVIII<sup>e</sup> siècle et les origines sociales de la révolution

*Credit networks in the eighteenth century Languedoc and the social origin of  
Revolution*

**James Livesey**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11467>

DOI : 10.4000/ahrf.11467

ISSN : 1952-403X

### Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2010

Pagination : 29-51

ISSN : 0003-4436

### Référence électronique

James Livesey, « Les réseaux de crédit en Languedoc au XVIII<sup>e</sup> siècle et les origines sociales de la révolution », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 359 | janvier-mars 2010, mis en ligne le 01 mars 2013, consulté le 15 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/11467> ; DOI : 10.4000/ahrf.11467

---



## **LES RÉSEAUX DE CRÉDIT EN LANGUEDOC AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE ET LES ORIGINES SOCIALES DE LA RÉVOLUTION**

James LIVESEY

---

Alors que l'historiographie prête une attention croissante aux processus par lesquels les nouvelles institutions sociales conduisent à la Révolution, l'application des interrogations déjà soulevées à propos de la famille ou de la consommation, au problème du crédit semble logique. Le Languedoc offre à cet égard un terrain intéressant en raison de ses institutions provinciales, de son système fiscal et des caractéristiques de ses élites. Effectivement, l'extension et le contrôle des pratiques du crédit, notamment en rapport avec les exigences financières de l'État monarchique et l'alourdissement de sa dette, sont des enjeux cruciaux autour desquels se nouent les tensions préliminaires à la Révolution. Parmi les enjeux figurent notamment la poursuite des investissements dans les équipements du développement économique de la région et la répartition des ressources entre les multiples acteurs sociaux, paysans et autres notamment. Cette contribution invite à des études sur la participation populaire à la transformation des institutions sociales et sur les figures régionales de ces transformations à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

**Mots-clés :** crédit, impôts, Languedoc.

---

L'historiographie de la Révolution française se trouve dans son moment durkheimien<sup>1</sup>. Définis par Durkheim comme des institutions, les

(1) Les idées de Durkheim sur la religion ont été au centre d'interprétations antérieures dans l'histoire de la Révolution. Voir Edward A. TIRAKIN, « Emile Durkheim and the French Revolution », *Consortium on Revolutionary Europe 1750-1850 Proceedings*, vol. 18, 1988, p. 25-48 ; Lynn HUNT, « The Sacred and the French Revolution », dans Jeffrey C. ALEXANDER, *Durkheimian Sociology : Cultural Studies*, Cambridge, 1988, p. 25-43. Pour une démarche qui argumente en faveur de la

faits sociaux, « consistent en des manières d'agir, de penser et sentir, extérieures à l'individu, et qui sont douées d'un pouvoir de coercition en vertu duquel ils s'imposent à lui »<sup>2</sup>. Les préoccupations majeures de l'interprétation sociale de la Révolution, dont la meilleure représentation se trouve dans le travail de Lefebvre, n'ont pas été les institutions, mais l'identité de classe et l'action de classe. L'identité de classe s'est avérée difficile à préciser, et en conséquence, la recherche a remis en cause l'importance des origines sociales de la Révolution française et a plutôt souligné un enchaînement alternatif culturel et politique. Ceci a conduit quelques chercheurs à douter que l'un quelconque des agents sociaux ait pu contribuer de façon décisive à la Révolution<sup>3</sup>. La stratégie du renouveau de l'histoire sociale de la Révolution n'a pas été de décrire les transformations dans l'identité et la pratique sociales qui rendirent la Révolution inévitable par la création de nouvelles formes de pouvoir et de domination incompatibles avec les principes de l'Ancien Régime. Au lieu de cela, des recherches nouvelles sur des sujets tels que l'histoire de la famille, s'attachent au processus selon lequel de nouvelles institutions sociales furent créées qui rendirent la Révolution possible, en ouvrant des éventualités de types alternatifs d'action collective<sup>4</sup>. L'hypothèse durkheimienne est que nous comprendrons mieux la mobilisation en faveur de la Révolution à travers l'analyse de ces nouvelles institutions sociales que par celle des nouvelles pratiques culturelles.

La grande force de l'interprétation sociale de la Révolution fut sa capacité à rendre compte de la mobilisation des paysans<sup>5</sup>. Toute reprise crédible d'une interprétation sociale doit, au moins en principe, permettre

pertinence de sa sociologie politique, voir Anthony GIDDENS, « Durkheim's Political Sociology », *Sociological Review*, vol. 19, n° 4, 1971, p. 477-519.

(2) Emile DURKHEIM, *The Rules of Sociological Method*, Steven LUKES, éd., W.D. HALLS trad., New York, 1982, p. 51.

(3) Sarah MAZA, *The Myth of the French Bourgeoisie : An Essay in the Social Imaginary Method, 1750-1850*, Cambridge Mass., 2003 ; Jan GOLDSTEIN, « Of Marksmanship and Marx : Reflections on the linguistic construction of class in some recent historical scholarship », *Modern Intellectual History*, vol. 2 n° 1, 2005, p. 87-107.

(4) Un important travail dans ce domaine comprend, de Bérengère KOLLY, « Frères et sœurs politiques. La fraternité à l'épreuve des femmes 1789-1793 », *Genre et histoire*, n° 3 automne 2008, <http://genrehistoire.revues.org/index363.html> ; Suzanne DESAN, *The Family on Trial in Revolutionary France*, Berkeley Calif., 2006 ; Michel VOVELLE, « Famille, politique et révolution : une problématique », *Bulletin d'histoire de la Révolution française*, 1994-1995, p. 15-31 ; Jennifer HEUER et Anne VERJUS, « L'invention de la sphère domestique au sortir de la Révolution », *Annales historiques de la Révolution française*, n° 327, 2002, p. 1-28.

(5) Georges LEFEBVRE, *Les paysans du Nord et la Révolution française*, réimp., Bari, 1959. Pour un résumé des critiques de cette démarche, voir Hilton ROOT, « The Case against Georges Lefebvre's peasant revolution », *History Workshop Journal*, vol. 28, n° 1, 1989, p. 88-102.



une explication tout aussi dynamique de la politique paysanne alors pratiquée. Une tâche intellectuelle difficile consiste à identifier les institutions du XVIII<sup>e</sup> siècle qui eurent ce type de portée générale. Les nouveaux travaux sur l'émergence d'une économie orientée vers la consommation et l'hypothèse de J. de Vries d'une « révolution industrielle » facilitent certainement une vision plus élaborée et spécifique de la manière dont des régions particulières d'Europe créèrent des systèmes complexes d'interaction économique entre les villes, les marchés et les zones rurales<sup>6</sup>. De nouvelles études sur la France, centrées sur l'idée d'une augmentation progressive des innovations dans l'économie paysanne, d'une révolution industrielle rurale, nous rapprochent sans doute de la vie effective des paysans français au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>. Cependant, comme l'indique P. Hoffman, ceci ne nous aide pas vraiment à expliquer pourquoi ils changèrent de comportement. L'émergence d'un nouveau modèle de paysans français comme innovateurs rationnels, indépendamment de tout changement institutionnel majeur ayant provoqué cette innovation, soulève une interrogation compliquée, mêlant rationalités individuelles et collectives<sup>8</sup>. Il est aussi très difficile de soutenir l'argument que le sens de la dignité publique des ruraux, hommes et femmes, se construit à travers leurs actes de consommateurs – la consommation dans les provinces françaises suggère davantage une « consommation ordinaire » qu'une « révolution des consommateurs »<sup>9</sup>. La trajectoire spécifiquement française des changements dans la pratique et l'idéal de consommation, dont les changements intervinrent surtout dans la grande ville, se traduit par une dissémination de ses modes à partir de la cour<sup>10</sup>. Le modèle anglais d'une révolution du consommateur, dans lequel les marchandises échangées créaient de nouveaux styles de vie et la revendication de nouveaux droits, se manifesta

(6) De plus en plus nombreux sont les écrits sur la consommation, mais les références de base pour la discussion sur le XVIII<sup>e</sup> siècle sont fournies par Neil McKENDRICK, John BREWER et J.H. PLUMB (éd), *The Birth of a Consumer Society : The Commercialization of Eighteenth-Century England*, Londres, 1983 ; Jan DE VRIES, « The Industrial Revolution and the Industrious Revolution », *Journal of Economic History*, vol. 54, n° 2, 1994, p. 249-270.

(7) Philip HOFFMAN, *Growth in a Traditional Society : The French Countryside 1450-1815*, Princeton, 1996, constitue un résumé brillant de ce travail.

(8) Philip HOFFMAN, *op. cit.*, p. 79.

(9) Frank TRENTMANN, « The Modern Genealogy of the Consumer », dans *Consuming Cultures, Global Perspectives : Historical Trajectories, Transnational Exchanges*, Oxford, 2006, p. 19-71, pour la diversité des développements des sociétés consommatrices.

(10) Michael KWASS, « Ordering the World of Goods : Consumer Revolution and the Classification of Objects in Eighteenth-Century France », *Representations*, vol. 82, printemps 2003, p. 87-116 ; Natacha COQUERY, « The Language of Success : Marketing and Distributing Semi-Luxury Goods in Eighteenth-Century Paris », *Journal of Design History*, vol. 17, n° 1, 2004, p. 71-89.

dans la vie urbaine en France, mais ne fut pas un moteur suffisant pour entraîner un changement social et culturel dans les provinces<sup>11</sup>.

Ce problème des voies divergentes de ce qui se passait dans les provinces et les métropoles en France se poursuivit au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, et même s'intensifia au fur et à mesure que la France compta davantage de paysans propriétaires. Avant 1789, les paysans possédaient environ 33 % des terres agricoles. Dès 1884, 13,7 millions de propriétés de moins de 20 hectares couvraient 48,78 % du territoire<sup>12</sup>. De multiples façons, ceci rend le cas de la France plus intéressant, car le développement rural français ne dépendit pas d'initiatives urbaines. G. Grantham souligne qu'entre 1820 et 1850, le secteur agricole crût de 2 % par an, mais que cela n'était pas lié à une consolidation agricole et à un transfert de la culture vers l'élevage, moyens classiques d'augmenter la productivité par l'abaissement des coûts de main-d'œuvre. Il n'y eut pas d'incitation à passer à l'élevage parce que la croissance lente des villes françaises impliquait qu'il n'existait pas un vaste marché urbain pour la viande et les produits laitiers<sup>13</sup>. La croissance est particulièrement frappante lorsque l'on se rend compte que les coûts de main-d'œuvre restèrent élevés pour les employeurs français, 3 % de plus qu'en Angleterre, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, et que, jusqu'en 1860, il n'y eut pas de divergence notable entre les taux salariaux dans les villes et les campagnes<sup>14</sup>. En l'absence de motivation forte par les prix, les agriculteurs français augmentèrent leur productivité année après année, sans que l'économie connaisse, à aucun moment, la transformation structurelle que nous avons traditionnellement reconnue comme étant la cause du développement en Angleterre<sup>15</sup>. Un élément qui contribua à vrai-

(11) Colin JONES et Rebecca SPANG, « Sans-culottes, sans café, sans tabac : Shifting realms of necessity and luxury in eighteenth-century Paris », dans Maxine BERG et Helen CLIFFORD (éds.), *Consumers and Luxury : Consumer Culture in Europe 1650-1850*, Manchester, 1999, p. 37-62 ; Colin JONES, « The Great Chain of Buying : Medical Advertisement, the Bourgeois Public Sphere and the French Revolution », *American Historical Review*, vol. 101, n° 1, 1996, p. 13-40 ; Cissie FAIRCHILD, « The Production and Marketing of Populuxe Goods in Eighteenth-Century Paris », dans John BREWER et Roy PORTER (éds.), *Consumption of the World of Goods*, Londres, 1993. L'effet le plus marquant de cette trajectoire, d'après Breen, fut ressenti dans la Révolution américaine. Voir T.H. BREEN, *The Marketplace of Revolution : How Consumer Politics Shaped American Independence*, New York, 2004, mais voir les critiques de John L. BROOKE « Consumer Virtues in Revolutionary America ? », *Reviews in American History*, vol. 32, n° 3, 2004, p. 329-340.

(12) Peter MCPHEE, « The French Revolution, Peasant and Capitalism », *American Historical Review*, vol. 94, n° 5, 1989, p. 1265-1280.

(13) George W. GRANTHAM, « The Diffusion of the New Husbandry in Northern France 1815-1840 », *Journal of Economic History*, vol. 38, n° 2, juin 1978, p. 311-312.

(14) Patrick O'BRIEN et Caglar KEYDAR, *Economic Growth in France and Britain : 1780-1914*, Londres, 1978, p. 74.

(15) Philip T. HOFFMAN, Gilles POSTEL-VINAY et Jean-Laurent ROSENTHAL, « Information and Economic History : How the Credit Market in Old Regime Paris Forces Us to Rethink the Transition



ment modifier l'orientation des agriculteurs au XVIII<sup>e</sup> fut que les paysans ne virent pas l'intégralité de leurs gains de productivité expropriés soit par l'État soit par les rentiers. Judith Miller, Jean-Laurent Rosenthal et d'autres historiens des institutions économiques ont tout à fait raison de pointer la modification du rôle de l'État, à la fois en tant que protecteur des droits universels de propriété et que promoteur du développement économique, comme un facteur central sur ce point<sup>16</sup>. Cependant, des explications par le rôle de l'État et des institutions ne peuvent intégrer un élément encore plus vital qui changea le sort des paysans et des fermiers : leur empressement nouveau à accepter volontiers le risque et à modifier leur comportement en fonction d'attentes futures.

Beaucoup de recherches ont été menées sur le potentiel créatif des nouvelles institutions sociales dans différents contextes. Le café et le salon furent des éléments à partir desquels se construisirent des formes institutionnelles plus élaborées, comme la Bourse de Londres et le réseau parisien de salons qui conforta la philosophie des Lumières. Le laboratoire scientifique a été analysé comme une institution sociale distincte parce qu'il imposait des contraintes aux échanges, dans des conditions particulières, de nature à créer un type d'informations spécifique<sup>17</sup>. Le travail vraiment passionnant, fait au cours des dernières années, a dépassé ces mondes des métropoles pour aboutir à une interrogation sur la façon dont des formes institutionnelles se sont croisées dans des situations de communication interculturelle. Sur la côte de Calabar, la traite des esclaves par les Britanniques adapta l'institution locale de garants de dettes, ou gages, pour minimiser le risque de défaut de paiement de la part des marchands qui avaient conclu un accord de fourniture d'esclaves<sup>18</sup>. D'une manière qui transcrit directement l'adoption du café par la ville, les marchands urbains et les capitaines de bateaux acceptèrent les institutions locales pour le recouvrement des dettes, comme faisant partie de la circulation des marchandises et des personnes. De même, pour l'Inde, C. Bayly a ana-

to Capitalism », *AHR*, vol.104, n° 1, février 1999, p. 69-94, pour une perspective intéressante sur la voie du développement économique en France.

(16) Judith A. MILLER, *Mastering the Market : The State and the Grain Trade in Northern France, 1700-1860*, Cambridge, 1999 ; Jean-Laurent ROSENTHAL, *The Fruits of Revolution : Property Rights, Litigation and French Agriculture, 1700-1860*, Cambridge, 1992.

(17) Steven SHAPIN, *A Social History of Truth : Civility and Science in seventeenth-century England*, Chicago, Chicago UP, 1994.

(18) Paul E. LOVEJOY et David RICHARDSON, « Trust, Pawnship and Atlantic History : The Institutional Foundations of the Old Calabar Slave Trade », *American Historical Review*, vol. 104, n° 2, avril 1999, p. 333-355.

lysé « l'ordre de l'information » de l'Empire qui se constituait<sup>19</sup>. Si nous pouvons identifier des nouveaux circuits d'information et d'échanges dans la France rurale, nous pouvons faire disparaître la partition inutile entre économies des ménages et des marchés, pour les intégrer dans un ensemble plus vaste d'alternatives institutionnelles. Ceci aurait l'avantage supplémentaire de rapprocher notre concept économique de capitalisme, du terme que les contemporains auraient utilisé : la société commerciale. Par là, nous prenons également conscience de la pluralité des configurations possibles que l'ordre commercial, dans cette vaste acception, a pu avoir au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Pour retrouver les institutions de communication des provinces françaises de cette époque, nous devons mettre le paysan en contexte ; aborder l'agriculteur seulement comme un acteur économique ne conviendra pas pour ce type d'analyse. Les historiens de l'économie intéressés par la diversité des institutions et des formes d'organisation ont montré la voie en définissant le champ de leur recherche. L'espace constitue une variable qui induit une grande variété d'institutions économiques et implique l'étude des régions économiques. C'est une démarche particulièrement fructueuse pour l'étude de l'Europe puisque la fragmentation politique du continent au début des temps modernes a permis à des régions écologiques, délimitées par des mers, des fleuves, des montagnes ou toute autre sorte de barrière naturelle, de construire des identités politiques et des structures représentatives. Des spécialistes des sciences politiques, tels que T. Ertmann et R. Putnam, et des historiens des institutions, comme H. Root, ont découvert que les domaines des débuts des temps modernes en Europe, les territoires représentés dans des corps consultatifs locaux, donnèrent naissance à des cultures politiques et économiques distinctes<sup>20</sup>. Les provinces et villes de l'Ancien Régime, ces territoires dotés d'institutions autonomes de gouvernement, furent les unités qui produisirent des structures de communication où se manifesta une réflexion commune. Il est quelque peu paradoxal que ces structures de civilité et de gestion aient pu être cruciales pour l'élaboration des formes modernes de société puisqu'elles furent prises pour cibles de la

(19) C.A. BAYLY, *Empire and Information : Intelligence Gathering and Social Communication in India, 1780-1870*, Cambridge, 1996.

(20) Thomas ERTMAN, *Birth of the Leviathan : Building States and Regimes in Medieval and Early Modern Europe*, Cambridge, CUP, 1997 ; Robert PUTNAM, *Making Democracy Work : Civic Tradition in Modern Italy*, Princeton, Princeton UP, 1993 ; Hilton ROOT, *The Fountain of Privilege : Political Foundations of Markets in Old Regime France and England*, Berkeley, University of California Press, 1994.



transformation révolutionnaire et de la réorganisation conservatrice de l'État après 1789<sup>21</sup>. L'idée que les provinces furent des laboratoires de nouveauté est contestée et sujette à controverse. Dans son livre sur la Flandres, l'Artois et le Cambrésis, M.L. Legay examine les provinces du Nord sous l'angle d'une démarche d'amélioration provinciale ; J. Swann décrit les États de Bourgogne comme une institution profondément conservatrice, vouée à la défense des intérêts de la famille Condé et de sa clientèle locale, et S. Miller affirme que les États du Languedoc défendaient tous les idéaux fondamentaux de l'Ancien Régime : privilèges fiscaux et aussi hiérarchies d'honneur et de rang<sup>22</sup>. L'idée que les provinces furent des lieux d'incubation pour la création de sociétés, qu'il y eut une transition d'un régime d'ordres, soumis à des codes externes, vers un régime social qui définit ses propres règles, n'est donc qu'une hypothèse. Cependant, c'est une hypothèse passionnante et qui pourrait nous permettre de donner une nouvelle image de la modernisation des provinces d'Europe et de placer les origines de la Révolution française dans ce contexte.

Travailler sur la sphère publique et sur des circuits d'échanges intellectuels c'est s'engager sur un terrain de contestation. Le débat sur les effets et le sens des Lumières en province est aussi polarisé que celui sur la gestion des provinces. J. Robertson a récemment exposé des arguments convaincants pour expliquer le siècle des Lumières en province comme mouvement pour améliorer la situation matérielle des régions d'Europe, et cette argumentation a été étayée par d'autres, semblables, concernant le siècle des Lumières en Irlande<sup>23</sup>. J. Robertson avance que la discussion sur l'économie politique impliquait un groupe social hétérogène autour de valeurs authentiquement nouvelles fusionnant éthique épicurienne et épistémologie newtonienne. L'argumentation contraire, selon laquelle les institutions de la société savante étaient très conservatrices et reflétaient

(21) James LIVESEY, « Acts of Union and Disunion : The Act of Union in Atlantic and European Context », dans Daire KEOGH et Kevin WHELAN (éd.), *Acts of Union : The Causes, Contexts and Consequences of the Act of Union*, Dublin, 2001, p. 95-106.

(22) Marie-Laure LEGAY, *Les États provinciaux dans la construction de l'État moderne aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Genève, Droz, 2001 ; Julian SWANN, *Provincial Power and Absolute Monarchy : The Estates General of Burgundy, 1661-1790*, Cambridge, 2003 ; Stephen MILLER, *State and Society in Eighteenth-Century France : A Study of Political Power and Social Revolution in Languedoc*, Washington, 2008.

(23) John ROBERTSON, *The Case for the Enlightenment : Scotland and Naples 1680-1760*, Cambridge 2005 ; James LIVESEY, « The Dublin Society in Eighteenth-Century Irish Political Thought », *Historical Journal*, vol. 47, n° 3, 2004, p. 615-640.



les valeurs des élites privilégiées au pouvoir, a été exposée par D. Roche<sup>24</sup>. L. Brockliss, dans son histoire récente sur la République des Lettres dans le sud de la France, identifie aussi la préoccupation centrale du discours savant en province : l'établissement d'une association consensuelle avec ses supérieurs dans la société, plutôt qu'une spéculation transformatrice<sup>25</sup>. Les institutions des Lumières offrent au mieux un terrain de discussion pour une étude de la transformation des normes et des institutions au XVIII<sup>e</sup> siècle. Des stratégies de rechange sont nécessaires pour interroger autrement l'ampleur du changement institutionnel.

Le Languedoc, la plus grande des provinces françaises, présente une situation idéale pour tester l'hypothèse selon laquelle l'Europe des provinces créa de nouvelles institutions sociales, qui furent au cœur de la mobilisation politique des masses populaires. Le Languedoc est un endroit particulièrement favorable pour explorer cette hypothèse dans la mesure où la province était dotée d'un ensemble florissant d'institutions, y compris une assemblée représentative, une cour souveraine, et un système fiscal indépendant contrôlé par les bureaux des finances de Toulouse et Montpellier et supervisé par la cour des aides de Montpellier<sup>26</sup>. Ces organismes n'étaient pas que des sinécures pour la noblesse de la province, mais des services de gestion compétents. Par exemple, les États installèrent en 1734 une commission pour examiner et surveiller la dette des communes, et dès 1739, elle s'était penchée et avait vérifié les dettes des 23 diocèses civils et des 2800 communautés de la province<sup>27</sup>. En outre, à son propos, un débat sérieux et crédible est engagé à l'initiative de chercheurs qui critiquent l'hypothèse modernisatrice et avancent que l'économie rurale n'innovait pas, mais au contraire intensifiait son exploitation de la main-d'œuvre familiale pour survivre, perspective défendue fermement par E. Le Roy Ladurie, pour qui l'économie agricole du Languedoc était en crise au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>28</sup>. Pour se prononcer sur les interprétations divergentes de l'expérience du Languedoc, il ne sert à rien de multiplier des exemples de régions qui manifestement bénéficièrent de l'extension des marchés au XVIII<sup>e</sup> siècle, comme Alès, en

(24) Daniel ROCHE, *Le siècle des Lumières en province : Académies et académiciens provinciaux, 1680-1789*, 2 vol., Paris, 1978. Sur la trajectoire intellectuelle de Roche les années suivantes et sa reconnaissance ultérieure du dynamisme de la société provinciale, voir Carla HESSE, « Roche on the Move », *French Historical Studies*, vol. 27, n° 4, 2004, p. 741-745.

(25) L.W.B. BROCKLISS, *Calvet's Web : Enlightenment and the Republic of Letters in Eighteenth-Century France*, Oxford, 2002. Cette notion d'un siècle des Lumières « poli Move » a été également exposée par Dena GOODMAN, *The Republic of Letters : A Cultural History of the French Enlightenment*, Ithaca, 1994.

(26) AD Hérault, C 9471, Mémoires sur les impositions du Languedoc, 11.

(27) AD Hérault, C 11218, Mémoire sur la fondation de la commission de 1734, 5.

(28) Emmanuel LE ROY LADURIE, *Les paysans du Languedoc*, Paris, 1966.



les opposant à ceux des zones qui n'en profitèrent pas, tel le Narbonnais<sup>29</sup>. L'argument en faveur de la nouveauté ne sera pas étayé en mettant en balance les gagnants et les perdants. Il faut plutôt déterminer si des circuits de communication, voies par lesquelles l'information circula, s'établirent dans la province. Cette dernière évolua-t-elle à partir d'une organisation sociale reposant sur une société d'ordres, vers une autre caractérisée par un système de communication ? Pour découvrir cela nous devons suivre trois des formes classiques d'information : l'argent, les idées et les objets, et étudier comment elles circulaient dans l'espace de la province. Si le Languedoc se développa pour devenir une société dotée de son organisation propre, le phénomène devrait être perceptible dans la manière dont l'information passait et se traduisait en actions dans ses institutions sociales.

## L'argent

L'étude de l'argent en tant qu'institution sociale a été grandement négligée<sup>30</sup>. Durkheim engloba les réseaux de crédit parmi les institutions sociales qui, à son avis, méritaient attention, en évoquant « le système monétaire que j'utilise pour payer mes dettes, les systèmes de crédit que j'utilise dans mes transactions financières », et T. Parsons considéra l'argent comme l'un des moyens généraux de communication et d'interaction qui constituaient la modernité, mais peu d'études ont exploité ces remarques générales pour donner naissance à une explication ancrée dans l'histoire de l'évolution de l'argent<sup>31</sup>. Des jalons vers une histoire de l'argent ont été placés par des chercheurs comme R. Spang et C. Desan. Elles ont désigné la monnaie fiduciaire créée par l'État et les négociants comme l'une des innovations les plus importantes du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>32</sup>. Cette sorte d'argent universel circulait selon des modes que nous pouvons retrouver. Les registres du Languedoc nous permettent de déterminer exactement qui, à partir

(29) Gilbert LARGUIER, *Le Drap et le grain en Languedoc : Narbonne et Narbonnais 1300-1789*, 3 vol., Perpignan, 1996; James LIVESEY « Material Culture, Economic Institutions and Peasant Revolution in Languedoc, 1770-1830 », *Past and Present*, n° 182, juin 2004, p. 143-173.

(30) Geoffrey INGHAM, « The Social Institution of Money », dans Craig CALHOUN, Chris ROJEK et Bryan TURNER éd. *The Sage Handbook of Sociology*, Londres, 2005, p. 154.

(31) Emile DURKHEIM, *op. cit.*, p. 51; Talcott PARSONS and Neil SMELSER, *Economy and Society*, Londres, 1956.

(32) Christine DESAN, « From blood to profit : Making money in the practice and imagery of early America », *Journal of Policy History*, vol. 20, n° 1, 2008, p. 26-46; DESAN, « The market as a matter of money : Denaturalizing economic currency in American constitutional history », *Law and Social Inquiry*, vol. 30, n° 1, 2006, p. 1-60; Rebecca SPANG, « The Ghost of Law : Speculation in money, memory and Mississippi in the French Constituent Assembly », *Historical Reflections*, vol. 31, n° 1, 2005, p. 3-25.

de la fin du xvii<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Révolution, achetait des contrats pour la dette publique. Nous pouvons reconstruire les réseaux par lesquels la dette et le crédit passaient et le profil social de ceux qui prenaient part à ce système. En outre, nous pouvons reconstituer les utilisations de cet argent. Ceci nous met en mesure d'évaluer si l'argent était devenu un moyen de communication, ou si la dette publique restait une façon de dégager de la valeur dans le Languedoc du xviii<sup>e</sup> siècle.

L'argent érigea la province en système fiscal à l'occasion de deux opérations : l'imposition et la levée d'emprunts. Le système de calcul de l'impôt et de la taxation fut, de par sa nature propre, réflexif<sup>33</sup>. Les impôts en Languedoc étaient partagés entre les impositions royales, telles la taille et le vingtième, et différentes sortes de prélèvements locaux. L'accroissement de la richesse au xviii<sup>e</sup> siècle ne se reflétait pas dans les impôts traditionnels, comme la taille, qui avait été limitée à 514 510 livres 4 sols 4 deniers, et le taillon à 165 000 livres<sup>34</sup>. Les vingtièmes et autres taxes extraordinaires étaient également difficiles à mettre en œuvre d'un point de vue politique, bien qu'ils furent étendus au cours du siècle. La masse des nouveaux impôts fut plutôt répartie du haut en bas du système, sous forme de taxes foncières prélevées pour servir la dette publique. Ces taxes provinciales étaient assignées aux 23 diocèses selon un barème fixé par le cadastre. Les assemblées diocésaines distribuaient alors leurs impôts et les fonds qu'elles étaient autorisées à lever à leurs propres fins. La somme imposée à chaque communauté par le diocèse était une mande. Puis les communautés la décomposaient d'après le cadastre des terres roturières, c'est-à-dire les terres soumises à la taille, y ajoutaient leurs propres dépenses et les coûts du service de la dette, du remboursement du capital et des droits de collecte, honoraires dus aux percepteurs<sup>35</sup>. Le système des impôts centralisait les décisions pour faire en sorte que les prêts et les taxes afférentes à leur service soient levés, mais chargeait la sénéchaussée, les corps représentatifs des diocèses et communautés, de décider de l'imposition dans toute la province. C'était une organisation très souple qui incluait des procédures officielles, dépendant de règles, comme celles dictées par le relevé du cadastre, et des éléments de délibération.

(33) Pour une analyse claire du système, voir Françoise CORBIÈRE, *La politique fiscale des États de Languedoc 1750-1789*, thèse pour le doctorat en droit, Université des sciences sociales de Toulouse, École de droit et science politique, 1999.

(34) Françoise CORBIÈRE, *op. cit.*, p. 46.

(35) AD Hérault, C 9471, Mémoire pour servir à faire connaître l'administration des communautés et la juridiction de M. l'Intendant en ce qui concerne les dettes et affaires des diocèses, 3.



L'évaluation des affaires fiscales de la province renvoie directement à la question de la possibilité de changements sociaux. S. Miller et M. Péronnet affirment que le système des impôts renforça la domination de la noblesse et fut utilisé comme moyen de soutirer davantage de produits aux paysans. Ils avancent tous deux que la crise de 1789 fut provoquée par les coûts du service de la dette royale, ce qui menaçait la position des rentiers représentés dans les États provinciaux<sup>36</sup>. L'argent, vu selon cette perspective, n'était pas un instrument à travers lequel des signaux sur la valeur, les possibilités d'investissements ou de décisions collectives pouvaient être transmis, mais un moyen de domination pour l'accumulation du pouvoir dans la société<sup>37</sup>. Si nous regardons l'importance de la dette royale en 1789, il est difficile de nier le fait qu'il y avait crise.

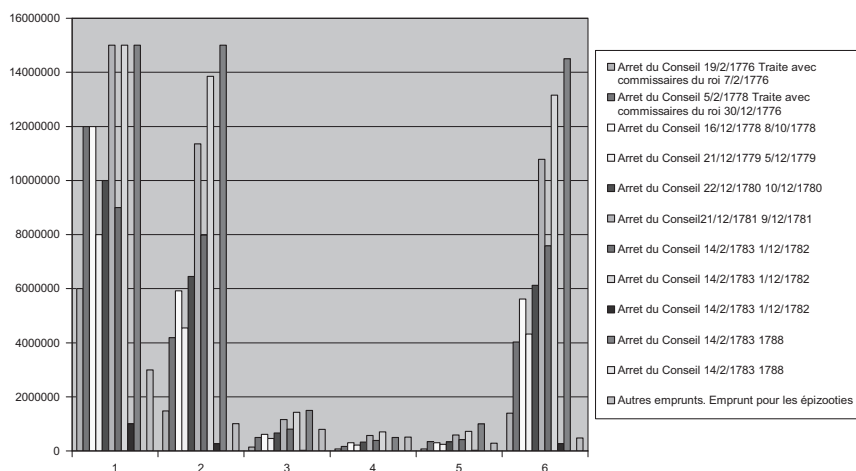
L'échelle et l'ampleur du problème de la dette royale sont bien illustrées par la hauteur relative des colonnes. Cependant, la nature de la crise politique est en réalité cachée dans une des plus petites colonnes, la troisième, qui indique le montant du service de la dette nécessaire cette année-là, qui se monta à 9 428 644 livres. La monarchie devait à la province presque 10 millions de livres en 1789, et ceci créait des difficultés, car c'était presque exactement le montant des impôts qui seraient levés la même année. Ceci devient clair si nous regardons le tableau suivant qui concerne la totalité de la charge fiscale incombant au Languedoc à partir de 1750<sup>38</sup>. Le poids total de l'impôt s'accrut de six millions à dix millions de livres au cours de la Guerre de Sept Ans, puis se stabilisa alors autour de ce niveau. La province fut en mesure de se soumettre à des impôts extraordinaires dans des situations d'urgence, comme sa contribution au paiement du coût de la guerre de l'Indépendance américaine en 1783, largement financée par le doublement du vingtième pour cette année-là. Les besoins de la monarchie en 1789 n'étaient pas extraordinaires, pourtant ils menaçaient d'augmenter le fardeau de l'impôt dans la province d'une manière qui serait irréversible.

(36) Michel PÉRONNET, « Réflexions sur les États de Languedoc : une histoire intermédiaire à l'époque moderne » dans Anne BLANCHARD, Henri MICHEL et Elie PÉLAQUIER (dir.), *Les assemblées d'États dans la France méridionale à l'époque moderne : Actes du colloque de 1994*, Montpellier, 1995, p. 115-117; Stephen MILLER, « Absolutism and Class at the End of the Old Regime », *Journal of Social History*, vol. 36, n° 4, 2003, p. 871-898.

(37) Pour un débat sur les différentes utilisations sociales de l'argent dans l'Ancien Régime, voir William REDDY, *Money and Liberty in Early-Modern Europe*, Cambridge, 1987.

(38) Ce tableau synoptique donne des renseignements glanés dans une grande variété de sources utilisées pour préparer les états provinciaux, AD Hérault C 8772-8798 et C 9357. Les données ne sont pas complètes (par exemple, les comptes pour 1786 et 1788 sont partiels).

### Dettes du roi à la province du Languedoc 1789<sup>39</sup>



1. Montant du prêt
2. Impayé en 1789
3. Fonds pour remboursement 1789
4. Remboursement effectif 1789
5. Fonds détenus par le Trésor
6. Impayé 1790

La thèse Miller/Péronnet semblerait donc être bien étayée par ces données financières. Les besoins de l'État central montaient en flèche, et comme les impôts augmentaient forcément, les montants que les élites sociales pouvaient retirer des loyers que leur payaient les paysans devaient diminuer.

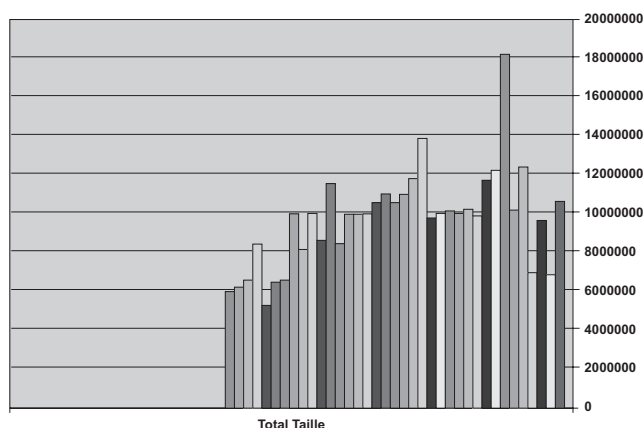
Cette vision traditionnelle, qui fait autorité, est mise en cause si nous prêtons attention au travail important sur la dette royale mené par M.L. Legay, J.L. Rosenthal et M. Potter<sup>40</sup>. Ils montrent que l'emprunt

(39) AD Hérault C 9357, Comptes des États du Languedoc, 1789.

(40) Marie-Laure LEGAY, « De Dijon à Paris : Réseaux d'argent et finance bourguignonne dans les emprunts du Roi (1778-1783) », *Histoire, Économie et Société*, vol. 2, n° 3, 2003, p. 367-383; Mark POTTER et Jean-Laurent ROSENTHAL, « Politics and Public Finance in France : The Estates of Burgundy 1660-1790 », *Journal of Interdisciplinary History*, vol. 27, n° 4 1997, p.577-612; Mark POTTER et Jean-Laurent ROSENTHAL, « The Development of Intermediaries in French Credit Markets : Evidence from the Estates of Burgundy », *Journal of Economic History*, vol. 62, 2002, p. 1024-1049; Mark POTTER, « Good Offices : Intermediation by Corporate Bodies in Early-Modern French Public Finance », *Journal of Economic History*, vol. 60, n° 3, 2000, p. 599-626.



royal ne menaçait pas, mais plutôt accroissait la possibilité pour les élites de s'emparer des ressources. Ainsi que D. Dessert l'a établi pour le règne de Louis XIV, les élites locales souscrivaient aux emprunts royaux et ces dettes étaient garanties sur les impôts. Il n'y avait donc pas de conflit entre les exigences de crédit de l'État central et les besoins des notables locaux car la dette royale offrait une manière de récupérer les profits du capital sur des sources locales. La dette royale permettait aux élites locales de s'emparer de recettes fiscales. Par exemple, lorsque la ferme sur les taxes à la consommation de 1782 à 1788 fut mise en adjudication en 1780, seuls les enchérisseurs du Languedoc furent admis et la province imposa une taxe de 20 % sur leurs recettes<sup>41</sup>. L'augmentation de la dette royale signifiait que moins d'argent quittait la province à long terme car elle donnait aux élites locales une plus grande maîtrise des rentrées fiscales. Dans les provinces dont les corps représentatifs pouvaient administrer l'imposition des taxes, et l'affermier eux-mêmes de manière efficace, 1789 ne pouvait être une crise de rentiers, d'État ou d'élite, chacun luttant pour se rendre maître d'un ensemble fixe de ressources. Les augmentations de l'endettement royal, du moins en Languedoc, constituaient des chances pour les notables locaux de s'emparer de ressources avec l'aide de la monarchie. Des augmentations d'impôts auraient en définitive conforté les élites locales.

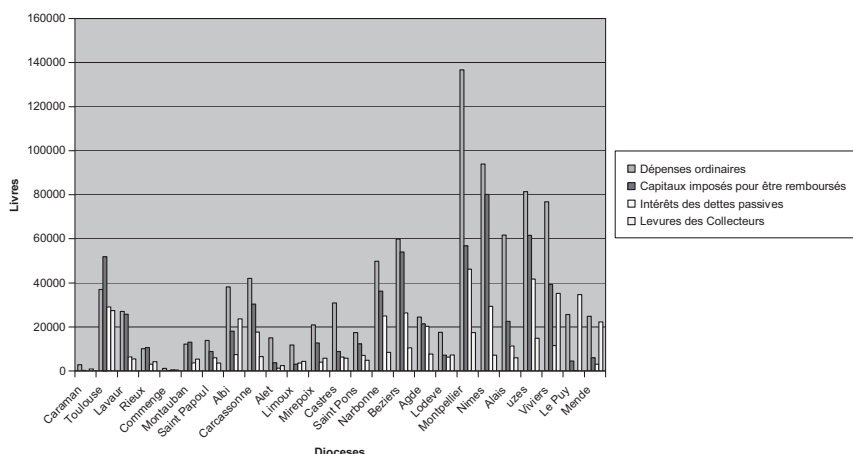


### 1752-1789

(41) AD Hérault, C 8786, Règlement fait par les gens des trois États du pays du Languedoc, assemblés par mandement du Roi en la ville de Montpellier, au mois de novembre 1780 pour servir à l'exploitation de la ferme du droit équivalent.

Si les États du Languedoc n'avaient représenté qu'une haute société de rentiers, il n'y aurait pas eu de crise en 1789. En fait, la crise fut d'une nature différente : elle affecta la répartition. Lever des impôts pour servir une dette royale plus importante aurait redistribué les ressources de crédit de la province, ce qui était inacceptable d'un point de vue politique et économique. La monarchie n'était que l'un des quatre principaux acteurs de l'État, ou apparentés à l'État, recherchant du crédit en Languedoc où il devait affronter la concurrence de la province, des sénéchaussées et des diocèses. Si nous regardons les montants de la dette diocésaine en 1780, nous nous rendons compte que même ce très modeste niveau de gestion mobilisait des sommes de crédit importantes<sup>42</sup>. Les diocèses, dans de nombreux cas, poursuivaient leurs propres stratégies de développement en levant des fonds pour les travaux publics et même l'éducation. En 1765, la province avait dû imposer des limites sur les montants que les diocèses pouvaient emprunter sans autorisation pour la construction des routes<sup>43</sup>.

### Dette Diocésaine 1780



Les autorités de Montpellier furent même troublées de voir, dans les années 1750, que des communautés avaient transformé les écoles à l'origine créées pour convertir des enfants protestants au catholicisme,

(42) AD Hérault C 8785.

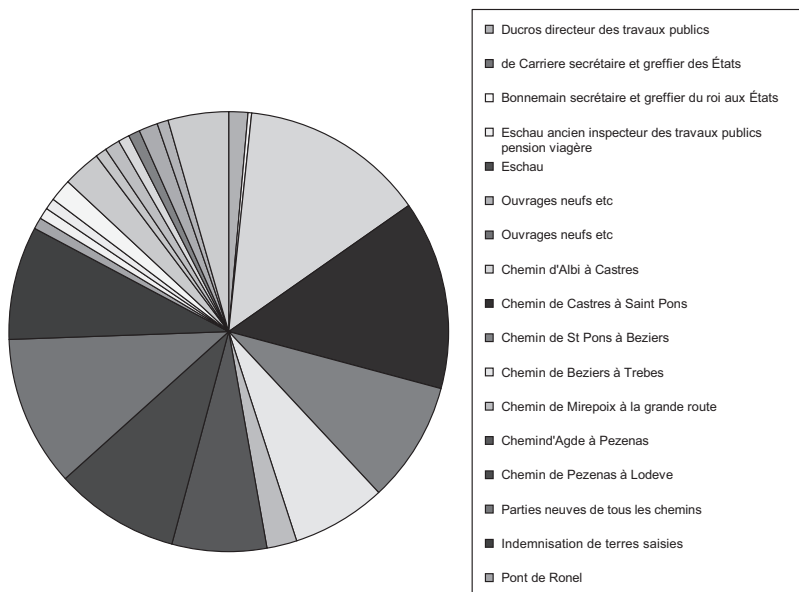
(43) AD Hérault C 8779, Arrêt du Conseil d'état du roi contenant règlement pour les travaux publics en Languedoc, 27 août 1766.



en écoles primaires paroissiales financées par l'impôt<sup>44</sup>. Les intérêts de la dette pouvaient être servis et les taux plus élevés faisaient que les prêts à la monarchie étaient une offre économique alléchante, mais le problème portait sur la capacité des instances locales de gouvernement à soutenir leurs propres stratégies de développement.

Le diocèse n'était pas le seul niveau de gestion qui, dans la province, levait des fonds par l'intermédiaire du système de crédit public pour faire face aux tâches collectives. La sénéchaussée de Carcassonne, qui englobait environ un tiers de la province, déboursa 259 567 livres en 1787<sup>45</sup>. Sur ce montant, seules 40 504 livres étaient destinées à servir les intérêts de la dette de 698 584 livres et la majeure partie des fonds, 219 033 livres, fut affectée aux coûts de travaux publics. Comme on peut le voir sur le graphique suivant, la plus grosse part de cet argent fut dépensée sur le réseau de transport, surtout les ponts, éléments essentiels pour amener les communautés de la zone montagneuse vers le réseau de marchés de la plaine côtière.

### Travaux publics à Carcassonne 1787



(44) AD Hérault C 1140, Mémoire sur les maîtres et maîtresses d'école, 1757-1758.

(45) AD Hérault C 8789.



La province procédait également à des « améliorations » grâce au crédit, en suivant la même stratégie de création de réseaux de transports, routes, ports et canaux. La taxation ne consistait pas à redistribuer des revenus pris chez les paysans vers la noblesse, la bourgeoisie, l'Église et l'État, ou du moins n'aboutissait pas seulement à ce résultat. Les impôts étaient un soutien à l'utilisation du crédit pour poursuivre des buts collectifs.

Vers les années 1780, l'imposition ne fut pas le seul élément d'importance dans le système fiscal du Languedoc : ce qui compta dans les contributions fut le rôle qu'elles jouèrent dans l'établissement et le maintien du crédit public. L'archevêque de Toulouse, Loménie de Brienne, expliqua ce point à Calonne en 1787, en réponse à son projet de consolider la dette existante et de s'en acquitter par un fonds d'amortissement, plutôt que de rembourser le capital à un taux fixe. Il admit que ce plan était rationnel et correspondait aux besoins de l'État, mais souligna que l'effet serait de détruire le crédit de la monarchie dans la province, et par extension le crédit des États, car il allongerait la période pendant laquelle le montant du capital ne serait pas dans la province, et se trouverait ainsi non disponible pour l'utilisation locale<sup>46</sup>. Le dernier intendant du Languedoc, Ballainvilliers, remarqua également cette interaction entre l'autorité politique des États, le développement de la province et le commerce :

« [...] la province du Languedoc a pris une nouvelle face ; les États toujours occupés de son bonheur, ont doublé ses moyens, les ont perfectionnés par leur prudence, par des grandes routes ont amené l'abondance et fertilisé les terres les plus incultes, par des canaux ont ouvert à son commerce des débouchés faciles moins coûteux, enfin dirigées par le génie leurs opérations portent l'empreinte de sa grandeur »<sup>47</sup>.

Le crédit public était devenu un véritable système, par lequel la province se créait elle-même physiquement en tant qu'espace pour le commerce et idéalement en tant que communauté utilisatrice de crédit pour formuler besoins et perspectives d'avenir. La crise financière de la monarchie en 1789 ne provoqua pas de crise du crédit en Languedoc ; elle engendra une vive tension politique car elle menaçait d'augmenter les coûts du crédit et de le redistribuer ailleurs que dans la province.

(46) AD Hérault C 8789, M. l'archevêque de Toulouse à M. le Contrôleur Général, 24 décembre 1787.

(47) Michel PÉRONNET (éd.), *Mémoires sur le Languedoc, suivis de traité sur le commerce en Languedoc, de l'Intendant Ballainvilliers (1788)*, Montpellier, 1989, p. 3.



Cependant, on pourrait objecter que la transformation du système d'imposition en Languedoc, de moyen de transférer la richesse de la paysannerie vers des élites diverses en une composante d'un système de crédit public, ne signifie pas que le Languedoc était devenu une société qui promouvait de nouveaux types de comportements du haut en bas de la société. Le système de crédit public peut être interprété comme une méthode élaborée pour soustraire aux paysans les fruits de leur labeur, plutôt que comme un moyen d'offrir aux agriculteurs une garantie que les gains de productivité seraient partagés. Les rentrées fixes de crédit pouvaient trop facilement se transformer en imposition de taxes arbitraires.

Les contrats de crédit de la sénéchaussée de Carcassonne illustrent la manière dont le système de crédit public devint un instrument grâce auquel des groupes et des individus limitèrent les risques, dans les dernières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, en investissant au lieu de rechercher des rentes politiques. La sénéchaussée avait 168 contrats de crédit impayés en 1755, juste avant le début de la Guerre de Sept Ans, laquelle allait peser d'un nouveau poids sur le crédit de l'État. La recette moyenne pour chaque contrat était de 246 livres par an, et la charge totale du remboursement atteignait 20 576 livres. Dès 1787, l'ampleur de l'endettement de la sénéchaussée s'était considérablement accrue. Le total des paiements avait presque doublé pour atteindre 40 534 livres sur 241 titres et la recette moyenne pour chacun était montée à 327 livres par an. Un très petit nombre de contrats existant en 1755 avaient été rachetés trente-deux ans plus tard, et nombre de titres ultérieurs furent d'un montant supérieur à ceux de la dette ancienne<sup>48</sup>. Cependant, la dette n'était pas consolidée entre les mains d'un plus petit nombre d'individus plus riches.

Les types de contrats révèlent des caractéristiques intéressantes de continuité et de discontinuité. En 1755, 48 contrats appartenaient à des ordres religieux et 26 autres à des fondations charitables, tous à l'intérieur de la province. En 1787, des proportions semblables de dettes étaient détenues par des ordres religieux, avec 78 titres, et les fondations qui en possédaient 40. En outre, les exemples d'exclusion ou de non participation étaient également stables. En 1755, seuls 12 contrats étaient détenus par des membres des élites seigneuriales et des officiers de l'armée royale, membres titrés de la noblesse, et en 1787, leur part s'était à peine accrue pour atteindre 14 titres. Certains schémas intéressants de participation par sexe furent également stables. Parmi les ordres religieux qui détenaient

(48) AD Hérault, C 8789.

ce genre de créances, la grande majorité était des ordres réguliers féminins : 72 sur 78 en 1787. Si ce modèle était reproduit sur toute la France, ceci pourrait expliquer pourquoi l'Église se trouvait en position vulnérable face à l'expropriation en 1789, puisque ces détenteurs de créances n'étaient pas représentés politiquement à l'Assemblée nationale.

Les données qui changèrent sont plus révélatrices de la nature variable de la dette et de l'argent au XVIII<sup>e</sup> siècle en Languedoc que celles qui restèrent relativement stables. En 1755, les élites de la magistrature, les titulaires de postes dans les instances financières et les tribunaux de Toulouse et Montpellier pour la plupart, détenaient trente contrats de dette émanant de la sénéchaussée, mais dès 1787, ils n'en avaient plus que quinze. Des particuliers dans la bourgeoisie, par ailleurs, avaient augmenté leur part de titres, passant de 52 contrats à 67. La composition de la catégorie des investisseurs n'appartenant pas à la classe privilégiée se modifia également dans son recrutement. En 1755, les titres étaient détenus par un large éventail d'individus. Des professeurs de l'Université de Montpellier, des avocats rattachés à diverses juridictions, un receveur des tabacs de Nîmes, quelques prêtres et négociants figuraient tous sur la liste qui représentait l'élite traditionnelle non privilégiée de la province. En 1787, ces groupes sociaux étaient toujours présents, et il est manifeste que les hommes de loi avaient accru leur engagement vis-à-vis de cette espèce particulière de créance publique, mais ils étaient entourés de nouveaux personnages dont la plupart étaient si peu connus qu'ils étaient seulement identifiés par le nom de leur ville de résidence dans la province. Les plus frappants de ces nouveaux noms sur la liste étaient ceux d'individus qui n'appartenaient à aucune élite quelle qu'elle soit. Une fille de service de Montpellier avait souscrit pour 300 livres, de même qu'un domestique, un valet de chambre et un cuisinier. Les représentants de cette catégorie sociale ne figuraient pas du tout sur la liste des créanciers en 1755. Le montant total prêté par les personnes de ce groupe était insignifiant eu égard aux besoins de l'État en termes de crédit, et donc vis-à-vis de l'histoire de la dette publique en elle-même. D'un autre côté, la présence, si minime soit-elle, de telles personnes parmi les créanciers est pleine de sens si l'on adopte la perspective de l'histoire des structures de communication et d'échanges au Languedoc. La possibilité même que des individus, en dehors des élites locales, pouvaient profiter des avantages de la dette publique souligne le fait que le système fiscal de la province n'était plus centré sur la défense des privilèges. La présence de plus en plus forte de femmes en tant que créanciers individuels, souvent des veuves ou filles jouissant d'une fortune personnelle, est également significative. Trente-



six titres étaient détenus par des femmes, en leur nom propre, en 1787. De tels investissements par des femmes au sein d'une famille sont le signe de la transformation effective des stratégies de promotion familiale. Nous connaissons déjà l'importance des réseaux de crédit orchestrés par les notaires en tant qu'intermédiaires qui intégrèrent de l'argent ne provenant pas de l'élite au système de crédit privé<sup>49</sup>. Les témoignages venant du Languedoc indiquent que le système de crédit dans son ensemble agissait comme un mécanisme de communication et de négociations entre un certain nombre d'acteurs sociaux.

On comprend depuis longtemps le caractère central que la dette publique a joué dans les origines et la nature des révolutions. D. North et M. Weingast ont à merveille exprimé le fait que la santé à long terme du régime politique anglais était le résultat des dispositions institutionnelles mises en place pour gérer la dette publique à une époque de changement révolutionnaire<sup>50</sup>. M. Sonenscher affirme que l'augmentation de la dette publique a été considérée dans le débat collectif, comme l'agent de transformation susceptible de faire des monarchies soit des États populaires en paix, soit des despotismes militarisés<sup>51</sup>. Dans ce travail, l'élément manquant qui rendrait politiquement pertinent le débat intellectuel sur la nature des institutions fiscales, a été l'étude détaillée des mécanismes par lesquels les acteurs sociaux participèrent au monde du crédit. La province et son système de crédit fournissent ce contexte et rendent ces mécanismes visibles.

### Au-delà de l'argent

Par leur nature même, les documents sur les innovations rurales et la participation aux transformations économiques sont fragmentaires. Nous pouvons reconstituer les structures par lesquelles le crédit public changea de nature, et nous pouvons même identifier des acteurs subalternes qui interviennent dans ce monde transformé. Nous pouvons affir-

(49) Gilles POSTEL-VINAY, *La terre et l'argent : l'agriculture et le crédit en France du XVIII<sup>e</sup> au début du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1998 ; Philip HOFFMAN, Gilles POSTEL-VINAY et Jean-Laurent ROSENTHAL, « What do notaires do ? Overcoming asymmetric information in financial markets : The case of Paris 1751 », *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, vol. 154, n° 3, 1998.

(50) Douglas C. NORTH et Barry WEINGAST, « Constitution and Commitment : The evolution of institutions governing public choice in seventeenth-century England », *Journal of Economic History*, vol. 49, 1989, p. 803-832.

(51) Michael SONENSCHER, *Before the Deluge : Public Debt, Inequality and the Intellectual Origins of the French Revolution*, Princeton, 2007.

mer de manière plausible que de nouveaux systèmes universalistes de communication se créèrent à côté des institutions plus anciennes de la famille, du village, de l'Église et de la ferme. Il est très difficile de reconnaître quels ruraux, en particulier, jouèrent un rôle dans ces structures. Même les registres des notaires sont peu susceptibles de mettre en lumière davantage que des preuves partielles de participation paysanne dans les instances fiscales. D'autres structures nouvelles de communication en agronomie et science de la botanique témoignent plus directement de participations subalternes. Même avec cette restriction, nous pouvons établir clairement que certains paysans prirent, de leur propre chef, une part active dans des programmes de botanique et d'agronomie<sup>52</sup>. Ce témoignage est étayé par l'interprétation nouvelle donnée par des auteurs tels que P. McPhee et N. Plack avec des travaux classiques sur l'occupation par les paysans de terres en friche<sup>53</sup>. Ces chercheurs démontrent qu'un comportement que nous avions auparavant compris comme irrationnel – dans le sens où il ne répondait pas à des signaux du marché – était en réalité une manière de gérer le risque écologique. Les agriculteurs continuèrent à pratiquer la polyculture : en fait, dans de nombreuses zones, ils l'intensifièrent, refusèrent de planter des vignes sur les plaines fluviales, continuèrent à produire du blé, bien que cela rapportât moins à l'hectare ; ils établirent plutôt les vignobles, culture axée sur le marché, sur des terres de faible rendement jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ces stratégies étaient une garantie vis-à-vis du prix du blé, qui dépendait beaucoup des variations climatiques ; elles élargirent la diversité des productions à destination des marchés, depuis la vigne, en passant par les oliviers et les mûriers pour l'industrie de la soie. La polyculture intensifiée fournit le point de départ de la participation aux marchés et ne relevait pas d'une stratégie délibérée d'autarcie de la part de la paysannerie.

Comment avancer, à partir de la réinterprétation de témoignages anciens, pour accumuler de nouvelles preuves d'un changement des mentalités paysannes ? Une suggestion, qui pourrait être très fructueuse, trouve

(52) James LIVESEY, « Botany and Provincial Enlightenment in Montpellier : Antoine BANAL père et fils 1750-1800 », *History of Science*, vol. 43, 2005, p. 57-76.

(53) Peter MCPHEE, « 'The misguided greed of peasant' ? Popular attitudes to the environment in the Revolution of 1789 », *French Historical Studies*, vol. 24, n° 2, printemps 2001 ; Peter MCPHEE, *Revolution and Environment in Southern France 1780-1830 : Peasants, Lords and Murder in the Corbières*, Oxford, 1999 ; Noelle PLACK, « Agrarian Reform and Ecological Change during the Ancien Régime : Land Clearance, Peasants and Viticulture in the Province of Languedoc », *French History*, vol. 19, n° 2, 2005, p. 189-210 ; Edward A. ALLEN, « Deforestation and fuel crisis in pre-revolutionary Languedoc », *French Historical Studies*, vol. 13, n° 4, 1984, p. 455-473.



sa source dans l'histoire de la technologie. Nous pouvons tirer profit de la perspicacité des chercheuses scientifiques comme K. Barad, et du travail de P. Galison qui ont poussé plus loin la théorie de l'acteur-réseau pour étudier la circulation d'objets nouveaux, comme des machines agricoles améliorées, pour repérer des signes de changements. L'exposé de K. Barad sur le réalisme agential élargit l'éventail des agents engagés dans la production de résultats scientifiques pour aller au-delà des praticiens autorisés et subalternes, en étudiant aussi les instruments, les machines et expériences menées<sup>54</sup>. La perspective adoptée par K. Barad nous permet d'appréhender les objets matériels impliqués dans les mondes scientifiques et technologiques non seulement comme de simples outils d'expérimentation mais aussi comme des facteurs qui encouragent certaines relations et en découragent d'autres ; ainsi, la nature du matériel rend possible des mondes sociaux particuliers. R. Cooter et S. Pumfrey ont aussi souligné que l'étude du matériel présente l'avantage supplémentaire de nous permettre d'échapper aux visions élitistes de la science qui portent en elles la marque de supériorité culturelle d'une minorité<sup>55</sup>. P. Galison a déterminé un ensemble particulier d'objets qui sont d'une importance capitale dans cette perspective<sup>56</sup>. Les objets frontières sont du type de ceux qui donnent la possibilité à des acteurs sociaux hétérogènes de communiquer et de s'accepter les uns les autres, les encouragent à le faire, sans qu'ils soient forcément d'accord. S.L. Star, dans une étude classique, affirme que les « objets frontières » sont « des objets qui sont à la fois assez souples pour s'adapter aux besoins locaux et aux contraintes imposées par les différents utilisateurs, néanmoins assez solides pour garder une identité commune dans tous les sites. Ils sont faiblement structurés dans un usage commun, et le deviennent fortement dans un lieu spécifique d'utilisation. Ces objets peuvent être abstraits ou concrets. Ils ont des significations différentes dans des mondes sociaux différents, mais leur structure est suffisamment commune à plus d'un monde pour les rendre reconnaissables ;

(54) Karen BARAD, « Getting Real : Technoscientific practices and the materialization of reality », *Differences*, vol. 10, n° 2, 1998, p. 87-128 ; *idem*, « Agential Realism : Feminist interventions in understanding scientific practices », dans Mario BIAGOLI (éd.), *The Science Studies Reader*, Londres, Routledge, 1999, p. 1-11.

(55) Roger COOTER et Stephen PUMFREY, « Separate Spheres and Public Places : Reflections on the history of science popularisation and science in popular culture », *History of Science*, vol. 32, 1994, p. 237-267.

(56) Peter GALISON, *Image and Logic*, University of Chicago Press, Chicago, 1997, p. 781-844 ; « Bubble Chambers and the Experimental Workplace », dans Peter ACHINSTEIN et Owen HANNAWAY (éds.), *Observation, Experiment and Hypothesis in Modern Physical Science*, 1985.

c'est un moyen de traduction »<sup>57</sup>. En retraçant le cheminement d'objets nouveaux, comme les charrues, les spécimens botaniques, les brevets et les essais primés tout au long du développement d'une région, on peut redécouvrir la diversité des acteurs impliqués dans la science régionale et la complexité de leur engagement dans ces mondes<sup>58</sup>.

Suivre à la trace ces objets frontières est un projet de recherche primordial en lui-même et dresser un bilan complet de la dissémination et de l'utilisation de types de plantes originales et de nouvelles machines dans la province dépasse la portée de cet article. Cependant, nous pouvons utiliser le simple indice de l'investissement technologique dans la nouveauté pour nous assurer que les habitants de la région avaient bien entrepris de se servir de ces types d'objets. L'État révolutionnaire institua une loi très libérale sur les brevets, permettant à n'importe qui d'en déposer un. Elle ne conférait aucun privilège et n'établissait pas la propriété intellectuelle, mais était la condition nécessaire pour toute revendication ultérieure de droits d'auteur auprès des tribunaux. Le registre des brevets est donc un bon indice de l'intérêt pour les objets nouveaux. En laissant Paris de côté, là où la majorité des brevets étaient déposés, 20 % de toutes les demandes de brevets faites entre 1791 et 1812 le furent dans les départements composant la province historique du Languedoc<sup>59</sup>. Le Languedoc était devenu une région dont la population s'intéressait aux machines, qui non seulement s'adaptait au changement technologique, mais le recherchait.

Cette approche du développement des institutions sociales du Languedoc ne donne pas une image complète des comportements économiques ou culturels dans toute la province. Des caractéristiques importantes comme le déclin sur le long terme de l'industrie lainière, la place de Nîmes dans le commerce de la soie ou l'essor d'une industrie chimique d'envergure ne sont pas évoquées ici. Pourtant, même à partir de cet exposé partiel, nous pouvons voir que l'opinion sur les provinces françaises, dont nous avons été imprégnés, qui nous vient de Tocqueville, et selon laquelle

(57) S.L. STAR, J.R. GRIESMER, « Institutional Ecology, Transitions and Boundary Objects : Amateurs and Professionals in Berkeley's Museum of Vertebrate Zoology, 1907-1939 », *Social Studies of Science*, vol. 19, n° 3, 1989, p. 387-420.

(58) James LIVESEY, « Material Culture, Economic Institutions and Peasant Revolution in Lower Languedoc 1770-1840 », *Past and Present*, n° 182, 2004, p. 143-174 pour la diffusion de nouveaux types de charrues.

(59) AD Gard 9M98, État général par ordre alphabétique, des brevets d'invention, de perfectionnement et d'importation délivrés, en vertu des lois des 7 janvier et 25 mai 1791, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1812.



elles étaient assez puissantes pour limiter l'innovation, mais trop faibles pour créer une culture séparée de l'absolutisme monarchique, ne peut être soutenue. Les priorités pour une étude régionale à venir doivent être de déterminer la participation de la population aux institutions sociales transformées, situer les régions françaises dans une histoire comparée des régions européennes et revoir l'explication des origines sociales de la Révolution.

James LIVESEY

Département d'Histoire  
Université du Sussex  
Falmer, Brighton BN1 9QN  
UK

J.G.Livesey@sussex.ac.uk